CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 77.089/4
du 14 octobre 2024

sur

un projet d'arrêté royal 'déterminant la procédure en référé et modifiant divers arrêtés relatifs à la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 77.089/4
van 14 oktober 2024

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de rechtspleging in kort geding en tot wijziging van diverse besluiten betreffende de procedure voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State'

#LW-CCKYLCHCB-HHAIJUQ#

Le 27 septembre 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'déterminant la procédure en référé et modifiant divers arrêtés relatifs à la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 14 octobre 2024. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Philippe DE BRUYCKER, assesseurs, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur, et Ahmed TIOURIRINE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 14 octobre 2024.

*

Op 27 september 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de rechtspleging in kort geding en tot wijziging van diverse besluiten betreffende de procedure voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 14 oktober 2024. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Philippe DE BRUYCKER, assessoren, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, auditeur, en Ahmed TIOURIRINE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 14 oktober 2024.

*

‡LW-CCKYLCHCB-HHAIJUQ‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION GÉNÉRALE

Plusieurs dispositions du projet paraphrasent l'article 17 des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 (ci-après : les « lois coordonnées ») [1].

Ainsi,

– l'article 4, § 1er, alinéa 1er, 5°, paraphrase l'article 17, § 2, alinéa 1er, des lois coordonnées ;

– l'article 5, § 1er, paraphrase – tout en y apportant certaines précisions – l'article 17, § 4, alinéa 1er, des lois coordonnées ;

– l'article 9, § 1er, paraphrase – tout en y apportant certaines précisions – l'article 17, § 5, alinéa 1er, des lois coordonnées.

Comme la section de législation l'a déjà rappelé, il y a lieu, en principe, d'omettre les dispositions qui n'ont d'autre objet que de rappeler une disposition de force obligatoire supérieure, soit en la reproduisant, soit en la paraphrasant. De telles dispositions sont non seulement superflues, mais elles ont en outre pour effet d'occulter la véritable nature de la norme supérieure. En reproduisant celle-ci, l'auteur du projet agit comme s'il était compétent pour arrêter – et donc modifier – cette norme supérieure.

Toutefois, en l'espèce, dès lors que la reproduction de certaines dispositions de l'article 17 des lois coordonnées est manifestement utile à la lisibilité du dispositif en projet [2], il y a lieu d'indiquer dans le texte qu'il s'agit du rappel de ces normes, à l'aide par exemple de la formule « Conformément à l'article 17 [...] des lois coordonnées » [3].

Le projet sera revu en ce sens.

[1] Tel que remplacé par l'article 5 de la loi du 11 juillet 2023 'modifiant les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973', ce remplacement étant appelé à entrer en vigueur, en vertu de l'article 28, alinéa 2, de cette loi, au « 1er janvier 2025, à moins que le Roi ne fixe une date d'entrée en vigueur antérieure ».

[2] Il n'est en effet pas souhaitable, dans un souci de lisibilité du texte, de se limiter aux seules précisions apportées par les articles 5, § 1er, et 9, § 1er, du projet. De même, dans un souci de lisibilité du texte, il est souhaitable de reproduire l'article 17, § 2, alinéa 1er, des lois coordonnées à l'article 4, § 1er, alinéa 1er, 5°, du projet.

[3] À l'instar de la précision figurant en ce sens aux articles 3, § 1er, et 7, § 3, du projet.

‡LW-CCKYLCHCB-HHAJUQ‡

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

À l'alinéa 1er, le visa des articles 17 et 21, alinéa 3, des lois coordonnées sera omis, ces dispositions ne constituant pas le fondement juridique du projet à l'examen.

Dès lors que l'article 17 des lois coordonnées participe du contexte juridique inhérent à l'adoption du projet, sa mention peut figurer dans un considérant, qui sera placé après les visas.

DISPOSITIF

Article 1er

Sans préjudice de l'observation sous l'article 2, au vu des articles 2, alinéa 1er, et 27 [4], la définition de la notion de « jour ouvrable » visée au 9° est inutile et sera omise.

Article 2

L'alinéa 1er énumère les articles de l'arrêté du Régent du 23 aout 1948 'déterminant la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État' (ci-après : le « règlement général de procédure ») qui sont « le cas échéant » [5] applicables aux procédures en référé administratif.

Par ailleurs, dans la suite du dispositif, d'autres dispositions du règlement général de procédure sont encore rendues applicables à la procédure en référé [6].

Le rapport au Roi précise à cet égard :

> « L'article 2, alinéa 1er, du projet reprend les dispositions des articles 2 et 42 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991, qui précisent celles du règlement général de procédure qui s'appliquent aux procédures en référé administratif. Y ont été ajoutés notamment les articles 16 à 25 de ce règlement, lesquels définissent les mesures d'instruction que peuvent prendre les conseillers d'État et membres de l'auditorat dans le cadre des recours dont ils sont saisis. Ces mesures trouvent également à s'appliquer dans le cadre du référé administratif, la liste des dispositions du règlement général de procédure visée par cet alinéa n'étant en tout état de cause pas exhaustive. D'autres articles peuvent dès lors trouver à s'appliquer, pour autant qu'ils ne soient pas incompatibles avec les dispositions de l'arrêté en projet ».

[4] L'article 2, alinéa 1er, du projet rend en effet l'article 88 du règlement général de procédure applicable à la procédure en référé et l'article 27 du projet complète cet article 88 par un alinéa définissant la notion de « jour ouvrable ».

[5] La portée des termes « le cas échéant » n'est pas explicitée plus avant dans le rapport au Roi.

[6] Voir les articles 4, §§ 1er, alinéa 2, 4 et 6, 6, § 1er, alinéa 3, 8, §§ 1er, alinéa 1er, et 2, 11, alinéa 1er, 12, 23, alinéa 1er, et 24.

‡LW-CCKYLCHCB-HHAJUQ‡

Contrairement à ce que la rédaction de l'alinéa 1er laisse supposer, il ressort du rapport au Roi que l'énumération contenue dans celui-ci n'est pas exhaustive.

Dans la mesure où la volonté de l'auteur du projet, telle qu'elle ressort du rapport au Roi, parait être de rendre applicables les règles fixées par le règlement général de procédure à défaut de dispositions dérogatoires prévues par le projet à l'examen, l'alinéa 1er devrait être reformulé en ce sens afin de correspondre à l'intention poursuivie [7]. Le rapport au Roi pourrait dans ce cas être utilement complété par une liste (qui ne devrait pas nécessairement être exhaustive) des articles du règlement général de procédure applicables à la procédure en référé administratif.

Le projet sera réexaminé à la lumière de cette observation.

Article 3

La section de législation s'interroge sur les motifs qui, au regard des articles 10 et 11 de la Constitution et du droit d'accès au juge tel que garanti par l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, justifient le fait qu'au paragraphe 3, la possibilité d'adresser une copie de la requête par porteur au Conseil d'État ne soit prévue, en cas d'extrême urgence, que pour la partie requérante pour laquelle la procédure électronique n'est pas obligatoire et non pas pour toute partie requérante qui serait dans l'impossibilité d'accéder à la plateforme électronique pour raison de défaillance informatique.

Il peut en effet se concevoir que, dans cette hypothèse spécifique d'extrême urgence et d'indisponibilité temporaire de la plateforme électronique, la partie requérante pour laquelle la procédure électronique est obligatoire puisse adresser une copie de sa requête par porteur au Conseil d'État contre accusé de réception (la requête elle-même devant être, conformément à l'article 17, § 1er, alinéa 2, des lois coordonnées, introduite ensuite par le biais de la procédure électronique).

Le paragraphe 3 sera réexaminé à la lumière de cette observation.

Article 5

1. Conformément au paragraphe 1er, alinéa 1er,

> « Dans un délai de sept jours ouvrables à compter du paiement effectué en application de l'article 4, § 6, le président fixe par ordonnance, en concertation avec l'auditeur, le calendrier de la procédure ».

[7] L'auteur du projet pourrait à cet égard s'inspirer de la rédaction de l'article 25, alinéa 1er, de la loi du 17 juin 2013 'relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions', lequel dispose :
« À moins que des dispositions de la présente loi n'y dérogent, les règles de compétence et de procédure devant l'instance de recours sont celles fixées par les lois et arrêtés relatifs à l'instance de recours ».

‡LW-CCKYLCHCB-HHAJJUQ‡

Telle que la disposition est rédigée, elle laisse subsister un doute quant à savoir si le point de départ du délai qui y est mentionné correspond au moment auquel le paiement du droit de rôle et de la contribution visée à l'article 4, § 6, du projet a été effectué par le débiteur plutôt qu'à la date à laquelle le compte visé à l'article 71, alinéa 1er, du règlement général de procédure a été crédité.

En vue d'assurer la sécurité juridique, dans le paragraphe 1er, alinéa 1er, mieux vaut remplacer les mots « à compter du paiement effectué » par les mots « à compter du jour où le compte visé à l'article 71, alinéa 1er, du règlement général de procédure est crédité ».

2. Le paragraphe 1er, alinéa 2, 3°, deuxième phrase, paraphrase l'article 17, § 4, alinéa 1er, dernière phrase, des lois coordonnées, en y ajoutant les mots « selon les mêmes modalités » et l'adverbe « notamment ».

Le rapport au Roi précise à cet égard :

> « Le 3° permet, de manière générale, que cette ordonnance soit modifiée après sa notification, pour tenir compte des éventuels tiers intéressés non pris en compte initialement ou toute autre circonstance justifiant pareil changement ».

L'intention de l'auteur du projet est dès lors manifestement de permettre la modification de l'ordonnance dès qu'une circonstance le justifie, sans que cette faculté ne soit limitée à la situation où il s'agit de permettre l'intervention de tiers intéressés non pris en compte initialement.

L'ajout des mots « selon les mêmes modalités » et « notamment » n'entraine pas de contradiction avec l'article 17, § 4, alinéa 1er, dernière phrase des lois coordonnées, dans la mesure où l'ajout d'autres hypothèses de modification de l'ordonnance n'est pas expressément exclu par l'article 17 des lois coordonnées et dans la mesure où la modification de l'ordonnance dans ces autres hypothèses est conditionnée au respect des mêmes modalités d'adoption, à savoir en concertation avec l'auditeur. Cet ajout n'est pas non plus en contradiction avec les travaux préparatoires relatifs à l'article 17, § 4, alinéa 1er, dernière phrase, des lois coordonnées [8].

[8] Dans son avis 72.602/AG donné le 25 janvier 2023 sur un avant-projet devenu la loi du 11 juillet 2023 'modifiant les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973', la section de législation avait relevé qu'« [e]n effet, le texte de l'avant-projet n'interdit pas, comme l'indique à juste titre le délégué, de prendre une deuxième ordonnance afin de désigner ultérieurement encore un troisième tiers intéressé et de réajuster ainsi le calendrier de la procédure. Dans un souci de sécurité juridique et dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, il est néanmoins recommandé de prévoir explicitement cette possibilité dans le texte même de l'article 17, § 4, alinéa 1er, et § 5, alinéa 1er, en projet, des lois coordonnées » (*Doc. parl.*, Chambre, 2022-2023, n° 55-3220/001, p. 78). Il est dès lors acquis que l'article 17 des lois coordonnées ne s'interprète pas comme interdisant de prendre une nouvelle ordonnance lorsque les circonstances le justifient. La mention explicite de l'hypothèse où la modification est justifiée par la volonté de permettre l'intervention d'un tiers a été suggérée par la section de législation pour garantir la sécurité juridique de ces tiers, non en vue de limiter la possibilité d'adoption d'une nouvelle ordonnance à cette hypothèse. Il ressort par ailleurs du commentaire de l'article 5 du projet de loi modifiant les lois coordonnées, devenu l'article 17 des lois coordonnées, que la mention de l'hypothèse de l'intervention de tiers a été ajoutée pour répondre à l'avis de la section de législation n° 72.602/AG et non en vue de restreindre les possibilités de modification de l'ordonnance.

‡LW-CCKYLCHCB-HHAJJUQ‡

Dans la mesure où l'ordonnance peut être modifiée lorsque les circonstances le justifient et pas uniquement afin de permettre l'intervention de tiers intéressés, il est suggéré d'omettre le mot « notamment » dans l'alinéa 2, 3°, deuxième phrase, et de compléter le paragraphe 1er par un alinéa énonçant que l'ordonnance mentionnée à l'alinéa 1er peut être modifiée en concertation avec l'auditeur lorsque d'autres circonstances que celles énoncées à l'alinéa 2, 3°, seconde phrase, le justifient.

La même observation vaut pour l'article 9, § 1er, alinéa 2, 3°.

Article 8

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il sera précisé que ce sont les 2° à 4°, 6° et 7° de l'alinéa 1er du paragraphe 1er de l'article 4 qui sont visés. Par ailleurs, l'auteur du projet s'assurera qu'il n'y a pas lieu de rendre également applicable l'alinéa 2 de ce même paragraphe 1er.

Article 10

Les mots « conformément aux articles 6, §§ 1er à 3, et 9, § 1er, alinéa 2, 3° » seront remplacés par les mots « conformément à l'article 6 », dès lors que c'est l'ensemble de l'article 6 qui est visé et dès lors que l'article 9, § 1er, alinéa 2, 3°, s'applique en tout état de cause, s'agissant précisément d'une règle particulière dans les cas d'extrême urgence.

Article 14

Les mots « alinéa 1er » seront remplacés par les mots « alinéa 2 ».

Titre VI

Comme la section de législation l'a fait observer dans son avis 73.646/AG, le projet à l'examen sera complété par une disposition modifiant l'article 70, §§ 1er, alinéa 2, et 2, alinéa 2, du règlement général de procédure (ces dispositions devant chaque fois viser l'article 17, §§ 9 et 10, des lois coordonnées) [9].

Article 29

Le mot « avril » sera remplacé par le mot « juillet ».

*

[9] Avis 73.646/AG donné le 30 juin 2023 sur un projet devenu l'arrêté royal du 21 juillet 2023 'modifiant divers arrêtés relatifs à la procédure devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État', spécialement la note de bas de page n° 7.

‡LW-CCKYLCHCB-HHAJUQ‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKING

Verschillende bepalingen van het ontwerp zijn een parafrasering van artikel 17 van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973 (hierna: de "gecoördineerde wetten").[1]

Zo bijvoorbeeld,

- is artikel 4, § 1, eerste lid, 5°, een parafrasering van artikel 17, § 2, eerste lid, van de gecoördineerde wetten;

- is artikel 5, § 1, een parafrasering van artikel 17, § 4, eerste lid, van de gecoördineerde wetten, maar brengt het daarin een aantal preciseringen aan;

- is artikel 9, § 1, een parafrasering van artikel 17, § 5, eerste lid, van de gecoördineerde wetten, maar brengt het daarin een aantal preciseringen aan.

Zoals de afdeling Wetgeving reeds eerder opgemerkt heeft, moeten bepalingen die er alleen toe strekken een hogere norm in herinnering te brengen door die over te nemen of te parafraseren, in principe weggelaten worden. Dergelijke bepalingen zijn niet alleen overbodig, maar hebben daarenboven tot gevolg dat de werkelijke aard van de hogere regeling verhuld wordt. Door die hogere regeling over te nemen handelt de steller van het ontwerp alsof hij bevoegd is om ze uit te vaardigen en dus te wijzigen.

[1] Zoals het vervangen is bij artikel 5 van de wet van 11 juli 2023 'tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973'. Dat artikel 5 treedt krachtens artikel 28, tweede lid, van die wet in werking op "1 januari 2025, tenzij de Koning een vroegere datum van inwerkingtreding bepaalt".

‡LW-CCKYLCHCB-HHAJUQ‡

Aangezien het overduidelijk nuttig is voor de leesbaarheid van het ontworpen dispositief[2] dat sommige bepalingen van artikel 17 van de gecoördineerde wetten overgenomen worden, dient men *in casu* evenwel in de tekst te vermelden dat die normen *pro memorie* vermeld worden, bijvoorbeeld door gebruik te maken van de formule "Overeenkomstig artikel 17 (…) van de gecoördineerde wetten".[3]

Het ontwerp moet in die zin worden herzien.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

In het eerste lid hoort niet verwezen te worden naar de artikelen 17 en 21, derde lid, van de gecoördineerde wetten, aangezien die bepalingen geen rechtsgrond vormen van het voorliggende ontwerp.

Aangezien artikel 17 van de gecoördineerde wetten deel uitmaakt van de juridische context waarin dit ontwerp vastgesteld wordt, kan die bepaling vermeld worden in de vorm van een overweging die na de aanhefverwijzingen moet komen.

DISPOSITIEF

Artikel 1

Onverminderd de opmerking bij artikel 2 en in het licht van de artikelen 2, eerste lid, en 27,[4] is de definitie van het begrip "werkdag" in punt 9° zinloos en dient deze te worden weggelaten.

Artikel 2

In het eerste lid wordt een opsomming gegeven van de artikelen van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 'tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State' (hierna: de "algemene procedureregeling") die "in voorkomend geval"[5] van toepassing zijn op de procedures in administratief kort geding.

---

[2] Voor de leesbaarheid van de tekst is het immers niet wenselijk om alleen de preciseringen te vermelden die aangebracht zijn bij artikel 5, § 1, en artikel 9, § 1, van het ontwerp. Zo ook is het, ter wille van de leesbaarheid van de tekst, wenselijk om artikel 17, § 2, eerste lid, van de gecoördineerde wetten over te nemen in artikel 4, § 1, eerste lid, 5°, van het ontwerp.

[3] Naar het voorbeeld van de precisering die in die zin is opgenomen in artikel 3, § 1, en in artikel 7, § 3, van het ontwerp.

[4] Bij artikel 2, eerste lid, van het ontwerp wordt artikel 88 van de algemene procedureregeling immers toepasselijk verklaard op de procedure in kort geding. Bij artikel 27 van het ontwerp wordt dat artikel 88 bovendien aangevuld met een lid waarin een definitie wordt gegeven van het begrip "werkdag".

[5] De strekking van de bewoordingen "in voorkomend geval" wordt niet nader bepaald in het verslag aan de Koning.

‡LW-CCKYLCHCB-HHAJUQ‡

Voorts worden in het vervolg van het dispositief nog andere bepalingen van de algemene procedureregeling van toepassing verklaard op de procedure in kort geding.[6]

In het verslag aan de Koning staat in dat verband:

> "Artikel 2, eerste lid, van het ontwerp herneemt de bepalingen van de artikelen 2 en 42 van het koninklijk besluit van 5 december 1991, die bepalen welke bepalingen van de algemene procedureregeling van toepassing zijn op de procedures in administratief kort geding. Daar zijn in het bijzonder aan toegevoegd de artikelen 16 en 25 van die regeling, die de onderzoeksmaatregelen bepalen die de staatsraden en leden van het auditoraat kunnen nemen in de beroepen waarmee zij zijn belast. Die maatregelen zijn eveneens van toepassing in het kader van het administratief kort geding en de lijst van de bepalingen van de algemene procedureregeling waarnaar in dit lid wordt verwezen, is hoe dan ook niet limitatief. Andere bepalingen kunnen derhalve in het administratief kort geding worden toegepast, voor zover de toepassing ervan niet onverenigbaar is met de bepalingen van het voorliggende ontwerp van besluit."

In tegenstelling tot hetgeen uit de redactie van het eerste lid lijkt voort te vloeien, blijkt uit het verslag aan de Koning dat de opsomming in dat lid niet limitatief is.

In zoverre de bedoeling van de steller van het ontwerp, zoals die blijkt uit het verslag aan de Koning, erin lijkt te bestaan om de regels vastgesteld in de algemene procedureregeling van toepassing te verklaren, tenzij in het thans voorliggende ontwerp bepalingen zijn opgenomen die daarvan afwijken, dient het eerste lid aldus geherformuleerd te worden dat het overeenstemt met de nagestreefde doelstelling.[7] Het verdient aanbeveling het verslag aan de Koning in dat geval aan te vullen met een lijst (die niet noodgedwongen limitatief dient te zijn) van artikelen van de algemene procedureregeling die van toepassing zijn op de procedure in administratief kort geding.

Het ontwerp moet in het licht van deze opmerking opnieuw worden onderzocht.

Artikel 3

De afdeling Wetgeving vraagt zich af hoe ten aanzien van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet en van het recht op toegang tot een rechter zoals gewaarborgd wordt bij artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, te verantwoorden valt dat in paragraaf 3 de mogelijkheid om in gevallen van uiterst dringende noodzakelijkheid een kopie van het verzoekschrift per bode aan de Raad van State te laten bezorgen, enkel geboden wordt aan de verzoekende partij voor wie de elektronische procesvoering niet verplicht is, en niet aan elke verzoekende partij die geen toegang heeft tot het elektronisch platform wegens problemen met het informaticasysteem.

[6] Zie artikel 4, § 1, tweede lid, § 4 en § 6, artikel 6, § 1, derde lid, artikel 8, § 1, eerste lid, en § 2, artikel 11, eerste lid, artikel 12, artikel 23, eerste lid, en artikel 24.

[7] De steller van het ontwerp zou zich in dat verband kunnen baseren op de redactie van artikel 25, eerste lid, van de wet van 17 juni 2013 'betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies' dat luidt als volgt:
"Tenzij de bepalingen van deze wet hiervan afwijken, worden de bevoegdheids- en procedurevoorschriften voor de verhaalinstantie bepaald door de wetten en besluiten betreffende de verhaalinstantie".

‡LW-CCKYLCHCB-HHAJUQ‡

Het is immers denkbaar dat in dat specifieke geval van uiterst dringende noodzakelijkheid en van tijdelijke onbeschikbaarheid van het elektronisch platform de verzoekende partij voor wie de elektronische procesvoering verplicht is een kopie van haar verzoekschrift per bode kan bezorgen aan de Raad van State tegen ontvangstbewijs (het verzoekschrift zelf dient vervolgens evenwel, in overeenstemming met artikel 17, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten, ingediend te worden volgens de elektronische procedure).

Paragraaf 3 moet in het licht van deze opmerking opnieuw worden onderzocht.

Artikel 5

1. Paragraaf 1, eerste lid, luidt als volgt:

> "Binnen een termijn van zeven werkdagen te rekenen vanaf de betaling die met toepassing van artikel 4, § 6, wordt verricht, stelt de voorzitter in overleg met de auditeur de procedurekalender bij beschikking vast."

Zoals de bepaling is gesteld, blijft er twijfel bestaan omtrent de vraag of het beginpunt van de termijn die daarin wordt vermeld overeenstemt met het ogenblik waarop het rolrecht en de bijdrage bedoeld in artikel 4, § 6, van het ontwerp door de schuldenaar zijn betaald dan wel met de datum waarop de rekening waarvan sprake is in artikel 71, eerste lid, van de algemene procedureregeling gecrediteerd is.

Ter wille van de rechtszekerheid verdient het aanbeveling om in paragraaf 1, eerste lid, de woorden "te rekenen vanaf de betaling die met toepassing van artikel 4, § 6, wordt verricht" te vervangen door de woorden "te rekenen vanaf de dag waarop de rekening bedoeld in artikel 71, eerste lid, van de algemene procedureregeling gecrediteerd is".

2. Paragraaf 1, tweede lid, 3°, tweede zin, is een parafrasering van artikel 17, § 4, eerste lid, laatste zin, van de gecoördineerde wetten met dien verstande dat daarin de woorden "volgens dezelfde regels" en "met name" zijn toegevoegd.

In het verslag aan de Koning staat in dat verband:

> "Het 3° laat op algemene wijze toe dat deze beschikking kan worden gewijzigd na kennisgeving ervan, om rekening te houden met derde-belanghebbenden die aanvankelijk niet in aanmerking werden genomen of met elke andere omstandigheid die dergelijke wijziging rechtvaardigt."

Het is dus klaarblijkelijk de bedoeling van de steller van het ontwerp om een wijziging van de beschikking mogelijk te maken zodra een omstandigheid dit rechtvaardigt, zonder die mogelijkheid te beperken tot het geval waarin het erom gaat de tussenkomst mogelijk te maken van derden-belanghebbenden die aanvankelijk niet in aanmerking werden genomen.

‡LW-CCKYLCHCB-HHAIJUQ‡

De toevoeging van de woorden "volgens dezelfde regels" en "met name" zorgt niet voor een tegenstelling met hetgeen bepaald wordt in artikel 17, § 4, eerste lid, laatste zin, van de gecoördineerde wetten, aangezien de toevoeging van andere gevallen die aanleiding kunnen geven tot een wijziging van de beschikking niet uitdrukkelijk uitgesloten wordt in artikel 17 van de gecoördineerde wetten en de wijziging van de beschikking in die andere gevallen onderworpen is aan dezelfde regels voor de vaststelling ervan, namelijk dat dit in overleg met de auditeur gebeurt. Die toevoeging is evenmin in strijd met de parlementaire voorbereiding met betrekking tot artikel 17, § 4, eerste lid, laatste zin, van de gecoördineerde wetten.[8]

Voor zover de beschikking kan worden gewijzigd wanneer de omstandigheden dit rechtvaardigen en niet uitsluitend om de tussenkomst van derden-belanghebbenden mogelijk te maken, wordt voorgesteld om de woorden "met name" in het tweede lid, 3°, tweede zin, weg te laten en om paragraaf 1 aan te vullen met een lid waarin wordt bepaald dat de in het eerste lid vermelde beschikking in overleg met de auditeur kan worden gewijzigd wanneer andere omstandigheden dan die welke vermeld worden in het tweede lid, 3°, tweede zin, dit rechtvaardigen.

Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 9, § 1, tweede lid, 3°.

Artikel 8

In paragraaf 1, eerste lid, dient gepreciseerd te worden dat het gaat om de punten 2° tot 4°, 6° en 7° van het eerste lid van paragraaf 1 van artikel 4. Voorts dient de steller van het ontwerp zich ervan te vergewissen dat het tweede lid van diezelfde paragraaf 1 niet ook toepasselijk moet worden verklaard.

[8] De afdeling Wetgeving heeft in haar advies 72.602/AV van 25 januari 2023 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 11 juli 2023 'tot wijziging van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973' geoordeeld dat "[d]e tekst van het voorontwerp (...) inderdaad niet, zoals de gemachtigde terecht stelt, [verbiedt] dat een tweede beschikking wordt genomen om later nog een derde-belanghebbende aan te duiden en aldus de procedurekalender aan te passen. Met het oog op de rechtszekerheid en de goede rechtsbedeling, verdient het niettemin aanbeveling uitdrukkelijk in die mogelijkheid te voorzien in de tekst zelf van het ontworpen artikel 17, § 4, eerste lid, en § 5, eerste lid, van de gecoördineerde wetten" (*Parl. St.* Kamer 2022-23, nr. 55-3220/001, 78). Het staat derhalve vast dat artikel 17 van de gecoördineerde wetten niet aldus geïnterpreteerd mag worden dat er geen nieuwe beschikking vastgesteld mag worden wanneer de omstandigheden dat rechtvaardigen. De uitdrukkelijke vermelding van het geval waarin de wijziging gerechtvaardigd wordt door het feit dat men de tussenkomst van een derde mogelijk wil maken is door de afdeling Wetgeving voorgesteld met de bedoeling om de rechtszekerheid van die derde te waarborgen en niet om de mogelijkheid om een nieuwe beschikking vast te stellen te beperken tot dat geval. Uit de toelichting bij artikel 5 van het wetsontwerp tot wijziging van de gecoördineerde wetten, dat artikel 17 van de gecoördineerde wetten geworden is, is overigens gebleken dat de vermelding van het geval betreffende de tussenkomst van een derde is toegevoegd om tegemoet te komen aan advies nr. 72.602/AV van de afdeling Wetgeving en niet om te zorgen voor een inperking van de mogelijke gevallen waarin de beschikking gewijzigd kan worden.

‡LW-CCKYLCHCB-HHAJUQ‡

Artikel 10

De woorden "overeenkomstig de artikelen 6, §§ 1 tot 3, en 9, § 1, tweede lid, 3°" dienen vervangen te worden door de woorden "overeenkomstig artikel 6", aangezien naar het volledige artikel 6 wordt verwezen en daar artikel 9, § 1, tweede lid, 3°, hoe dan ook van toepassing is, gelet op het feit dat het net gaat om een bijzondere regel in geval van uiterst dringende noodzakelijkheid.

Artikel 14

De woorden "eerste lid" moeten vervangen worden door de woorden "tweede lid".

Titel VI

De afdeling Wetgeving heeft reeds in haar advies 73.646/AV opgemerkt dat het voorliggende ontwerp moet worden aangevuld met een bepaling waarbij artikel 70, § 1, tweede lid, en § 2, tweede lid, van de algemene procedureregeling wordt gewijzigd (in die bepalingen moet telkens verwezen worden naar artikel 17, § 9 en § 10, van de gecoördineerde wetten).[9]

Artikel 29

Het woord "april" moet vervangen worden door het woord "juli".

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE Bernard BLERO

[9] Advies 73.646/AV van 30 juni 2023 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 21 juli 2023 'tot wijziging van diverse besluiten betreffende de procedure voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State', in het bijzonder voetnoot 7.

‡LW-CCKYLCHCB-HHAJUQ‡